

### Taxe d'accise

**Des voix: Bravo!**

**M. Huntington:** Ce genre de mesure législative nous assujettit de plus en plus à un contrôle centralisé. Nous ne laissons aux conseils d'administration et à ceux à qui appartient la nation aucun pouvoir de décision concernant les diverses activités du pays. Ils doivent venir nous supplier de leur donner des subventions. Cela suscitera une avalanche de requêtes de la part des journaux, ainsi qu'une multitude de demandes de décisions précises en vue d'éclaircir tous les problèmes que posent les règlements dans ce secteur.

Le député d'Edmonton-Ouest a dit que deux grands quotidiens seulement sont distribués dans sa circonscription. Il y en a deux aussi dans la mienne, mais nous recevons également un hebdomadaire très bien écrit et plein d'allant, ainsi que son édition du dimanche, ce qui fait deux par semaine.

● (1500)

Ce journal communautaire est livré le mercredi et le dimanche par environ 700 maîtresses de maison et élèves. Le journal est accompagné de dépliants et de prospectus de maisons de matériaux de construction, de magasins à succursales multiples, d'épiceries, imprimés par diverses imprimeries dont les propriétaires gagnent leur vie tant bien que mal, tout en essayant de respecter des normes salariales convenables pour la localité. Toute cette entreprise de distribution bihebdomadaire s'est développée à partir d'un service local de photocopie. Elle paie des salaires convenables et son bilan est satisfaisant, mais la mesure à l'étude menace son existence même, car elle est tout à fait injuste. Comment cette industrie pourra-t-elle tenir tête à la concurrence? Comment les divers imprimeurs de l'endroit pourront-ils soutenir la concurrence maintenant que la loi donne l'avantage financier à la Pacific Press qui publie et la *Sun* et la *Province* de Vancouver?

Je réponds aux députés libéraux et à leurs compères néo-démocrates, qui accusent le parti progressiste conservateur du Canada d'être le parti des multinationales, que ce bill fera plus de tort aux petites et moyennes entreprises du Canada que tout ce que j'ai pu voir à la Chambre au cours des six dernières années. Il offre un avantage injuste aux empires Thompson et Southam. Quelle entente secrète les gens d'en face ont-ils négocié avec eux pour présenter un bill comme celui-ci qui accable si lourdement tous les hebdomadaires et journaux communautaires du Canada? C'est tout simplement injuste. Il n'y a pas de justice. Le bill ne respecte pas le principe du partage équitable. Il ne favorise pas l'avènement de la société juste dont les députés de l'autre côté ne cessent de nous rebattre les oreilles dans leurs discours. Leurs actes et les bills qu'ils présentent vont à l'encontre du principe de la justice.

Il existe un secrétariat de la petite entreprise. Il existe même un ministre d'État chargé de la petite entreprise, mais le secrétariat de la petite entreprise n'est en fait qu'un paravent politique dont le gouvernement abuse. Ce sont les petites et moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires individuel est inférieur à 20 millions de dollars par année qui fournissent chez nous 65 p. 100 des emplois vraiment utiles.

Cette collectivité n'est tout simplement pas représentée ici. Elle n'est pas organisée, et elle n'a ni pouvoir ni influence économiques. Je prie les députés du gouvernement de songer à ces petites entreprises qui créent des emplois. Il est vrai que certains de ces emplois sont peu rémunérés, mais si les petites entreprises bénéficiaient de tous les avantages des gros mono-

poles, elles seraient aussi des monopoles. Certaines d'entre elles, d'ailleurs, deviennent même très florissantes.

Cette mesure législative résulte manifestement de manœuvres de la part des cartels Thompson et Southam. Elle résulte manifestement des pressions des Postes canadiennes. Incidemment, le service postal veut avoir le monopole de la livraison du courrier et redéfinir le mot «lettre», afin qu'il couvre également tous les media électroniques. Ce service vise le monopole complet de toutes les communications, y compris, avant longtemps, les communications orales. Le gouvernement en a présenté l'idée dans son bill. Le comité a dû faire des pieds et des mains pour amener le gouvernement à se rendre compte que c'était pure sottise. Le ministère des Postes bénéficie d'énormes subventions, de l'ordre d'au moins 500 millions de dollars par année, et il veut maintenant mettre la main sur la distribution des dépliants publicitaires, prospectus, et tout le bazar. Les journaux communautaires eux au moins, arrivent à destination. Avec les Postes, on n'est pas certain que la livraison se fera ou du moins qu'elle se fera à temps. Bien souvent, la vente est terminée quand les Postes livrent les dépliants. Quand nous irons en comité, j'exhorterai les députés d'en face à être prêts à changer d'avis là-dessus car c'est la survie de presque tous ces journaux indépendants qui est en jeu.

Je tiens à signaler ceci: une imprimerie très dynamique et très productrice de Vancouver qui a été rachetée récemment par la société Southam se trouve dans une situation extrêmement précaire car elle est en train de perdre ses clients pour les dépliants et autres travaux d'impression. Elle est même en train de perdre ses clients américains. Les multinationales américaines qui ont des filiales au Canada peuvent faire imprimer un plus grand nombre de copies aux États-Unis et, même en payant la taxe de vente à l'arrivée au Canada, cela revient moins cher, livraison comprise, que de faire imprimer ces dépliants au Canada.

Quand je reproche aux bureaucrates de préparer des textes législatifs confus, c'est que j'ai mes raisons, croyez-moi. Il faut aller voir ce qui se passe dans le monde des affaires, qui est une véritable jungle, pour comprendre les dangers, les influences et les pièges auxquels ce genre d'entreprise est exposée.

J'ai sous la main une série de règlements concernant différents aspects de ce projet de loi auxquels travaillent des fonctionnaires. Quand je téléphone à des fonctionnaires de ce ministère ils se dérobent tout simplement en disant qu'ils ne savent pas. C'est un domaine qui m'intéresse particulièrement et j'espère que le gouvernement y réfléchira sérieusement lors du débat à l'étape de l'étude en comité.

Je voudrais parler d'une autre injustice. J'ai écouté avec attention le ministre des Finances (M. MacEachen) dire que le projet de loi allait faire disparaître certaines anomalies, parler des différents paliers d'imposition et du phénomène de l'évitement fiscal. Croyez-moi dans les entreprises législatives on ne pratique pas l'évitement fiscal. Certes les hommes d'affaires ne cherchent pas désespérément à payer davantage d'impôts. Ils embauchent des avocats et des comptables agréés pour recevoir des conseils concernant les paliers à partir desquels ils doivent payer des impôts. Le fisc en est parfaitement au courant et il encourage ce petit jeu dont il est lui-même l'auteur. Il est devenu très coûteux de nos jours de s'empêcher de se retrouver dans une échelle d'imposition supérieure car une bonne partie de la loi manque de clarté. Je me tue à